

**CIRCULAIRE DU 18 FEVRIER 1976****(DGAF / SRF / C 1074)**

Objet : Protection en France de l'appellation "SCOTCH WHISKY".

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

à MM. les Inspecteurs Divisionnaires  
de la Répression des Fraudes,

- Chefs de Services Départementaux d'Inspection  
de la Répression des Fraudes,  
(Direction Départementale de l'Agriculture  
S/C du Préfet),
- Directeurs de laboratoire central, interrégionaux  
et agréés de la Répression des Fraudes.

Suivant un accord intervenu entre le gouvernement français et le gouvernement du Royaume-Uni, il a été décidé, par un échange de lettres, d'assurer la protection d'une part de l'appellation "SCOTCH WHISKY" en France et, d'autre part, des appellations "Cognac", "Armagnac" et "Calvados" au Royaume-Uni.

Un décret n° 75-1086 du 12 novembre 1975 (Journal Officiel de la République française du 25 novembre 1975) porte publication de cet échange de lettres.

Il résulte des termes mêmes de ces lettres que l'accord a pris effet le 11 novembre 1975.

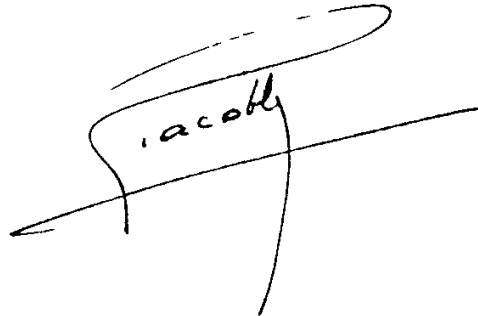
En considération de ce qui précède, l'utilisation sur le territoire français de l'appellation "SCOTCH WHISKY" est désormais exclusivement réservée au seul whisky produit au Royaume-Uni en conformité de la législation britannique réglementant son élaboration ; le gouvernement français s'est engagé à prohiber et à réprimer l'utilisation de cette appellation dans l'étiquetage ou la description de tout autre whisky ou de mélanges de whiskies ne renfermant pas exclusivement des produits de l'espèce ayant droit à ladite appellation, même si celle-ci est utilisée soit avec l'indication de la provenance véritable, soit avec l'adjonction de termes tels que "genre", "type", "façon" ou de termes similaires.

Le gouvernement français s'est en outre engagé à exiger, sous réserve de ses obligations communautaires, que toutes les importations de scotch whisky sur le territoire national soient accompagnées de certificats délivrés par les autorités compétentes du Royaume-Uni et attestant son origine et son âge.

Par ailleurs, afin de permettre l'exercice du contrôle du scotch whisky, toute personne faisant le commerce en gros de ce produit est soumise à la tenue du compte spécial d'entrées et de sorties prévu à l'article 12 de la loi modifiée du 6 mai 1919 sur la protection des appellations d'origine.

Vous voudrez bien, en conséquence, inviter les négociants concernés à se conformer désormais aux dispositions précitées, faute de quoi ils s'exposeraient aux sanctions prévues aux articles 8, 22 et 23 de ladite loi.

**Le Directeur Général**  
de l'Administration et du Financement

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Jacob', is written over a large, stylized, handwritten 'F' or similar symbol.